



Pourquoi l'impôt de crise sur les super-riches n'est pas une solution

2011/64
05 | 09 | 2011



Marc De Vos
Directeur Itinera Institute

Warren Buffet, le gourou de la finance et un des Américains les plus riches, estime que son pays devrait lui faire payer plus d'impôts afin de lutter contre la crise. En France, un petit groupe de super-riches, mené par l'héritière de l'Empire L'Oréal, a proposé de verser un impôt de crise en guise de reconnaissance pour les opportunités que leur a offert leur pays. Ils ont proposé une phalange, même pas un doigt, et le gouvernement s'est saisi du bras. Sarkozy propose un paquet fiscal qui repose, pour près de la moitié, sur l'imposition des Français les plus fortunés et ne saigne pas uniquement les grosses fortunes. Quand il drache à Paris, il pleuvine à Bruxelles : le respecté Etienne Davignon veut suivre l'exemple de Buffet & Co.

Voilà exactement ce qu'il ne faut pas faire si on veut s'attaquer à la crise. Commençons par ces nobles milliardaires. S'ils payent si peu d'impôts, c'est parce qu'ils ou leurs entreprises utilisent les détours et les portes de derrière qu'offre la législation fiscale, chose que le simple mortel ne peut pas faire. Ils peuvent le faire – cela va de soi – mais personne ne les y oblige. Ils pourraient parfaitement contribuer plus en manipulant moins. Leur appel pour un impôt de crise temporaire est une feuille de figuier qui ne couvre pas la réalité sous-jacente de l'évasion fiscale.

Soyons honnêtes: peu nombreux sont ceux qui payent l'impôt qu'on peut légalement éviter. Les entreprises ont même l'obligation vis à vis de leurs actionnaires de maximiser les bénéfices et donc de minimiser les charges. C'est pourquoi celui qui souhaite s'attaquer à la fiscalité doit surtout et d'abord simplifier le système et éliminer les exceptions afin de voir à nouveau en toute transparence qui paie quoi, sur quoi. Il nous faut donc réformer en profondeur les systèmes de taxation avant d'en inventer d'autres. Cela servira également l'économie. Actuellement, on consacre beaucoup

de temps, d'énergie et d'argent à élaborer de façon artificielle des constructions d'évasion fiscale. Par ailleurs, ces constructions baignent toutes partiellement dans l'insécurité juridique, ce qui complique la lutte contre la fraude fiscale et affaiblit le climat d'investissement. Cela entraîne un manque à gagner, pourtant facilement évitable.

“

Celui qui souhaite s'attaquer à la fiscalité doit surtout et d'abord simplifier le système et éliminer les exceptions. Il nous faut réformer en profondeur les systèmes de taxation avant d'en inventer d'autres.

”

On doit aussi comprendre que cette crise budgétaire est avant tout une crise des dépenses. La pression fiscale, la part du public dans l'économie et les dépenses sociales en Europe sont toutes proches ou même au-dessus de leurs seuils historiques. Le prélèvement public en France dépasse celui de la Suède et la France n'a pas connu de budget en équilibre depuis trente ans. Ce pays vit avant tout au-dessus de ses moyens et illustre ainsi l'actuel malaise de l'Euro-zone en général. Plus d'impôts génèrent temporairement plus de budget. Mais c'est un signe de faiblesse qui masque le vrai problème. La solution fondamentale requiert un Etat plus fiable et une économie plus saine. Une augmentation des impôts n'est pas un levier pour y arriver mais plutôt un obstacle.

Il est important que les épaules les plus fortes portent les charges les

plus lourdes. Mais on ne pourra infléchir la crise en une nouvelle progression économique qu'en ayant plus d'épaules fortes. Le problème en Belgique et en Europe n'est pas tant que les super-riches à la Buffet payent trop peu d'impôt. Notre problème est que nous générons trop peu d'entrepreneurs de ce calibre. Notre problème est que si Bill Gates était né ici, il ne serait probablement jamais devenu Bill Gates. Les jobs durables proviennent d'un Steve Jobs et de tous ces plus petits entrepreneurs qui n'apparaîtront jamais sur le devant de la scène mais qui travaillent sans relâche. Bref: c'est bien en innovant et en entreprenant qu'on arrivera à vraiment remonter la pente.

Cela nous ramène à ce petit club très sélect d'hommes et femmes d'affaires milliardaires. Certes, c'est faire preuve de noblesse que de vouloir être solidaire. Il est aussi tout à fait défendable de demander un effort supplémentaire aux nantis dans le cadre d'un paquet global de mesures anti-crise. Mais il est toutefois particulièrement triste de constater que la seule solution proposée par des capitaines d'industrie, qui sont au cœur de notre économie, soit une taxe. Des idées valent bien plus que peu d'argent. Adressez-vous à n'importe quel PDG expérimenté ou entrepreneur à succès et vous recevrez une litanie d'exemples

“

Plus d'impôts est un signe de faiblesse qui masque le vrai problème. La solution fondamentale requiert un Etat plus fiable et une économie plus saine.

”

comment les choses vont mal chez nous et mieux ailleurs. Et bien, regroupez toutes ces expériences et faites des propositions – petites et grandes – pour améliorer l'économie et de la gouvernance publique. Quittez les sentiers battus et rentrez en débat avec les syndicats pour déterminer une vision et une stratégie nouvelle : on

est entré ensemble dans la crise, nous devons en sortir ensemble.

Celui qui souhaite, par ailleurs, utiliser la fortune familiale pour redonner à la patrie ferait mieux de suivre l'autre exemple de Warren Buffet. En effet, il est, avec Bill Gates, l'initiateur de "The Giving Pledge", qui consiste en une promesse des méga-riches américains de consacrer au moins la moitié de leur fortune à des bonnes œuvres. Voilà une action de société d'un autre calibre que celle de faire le geste symbolique d'une contribution temporaire de crise à l'état. Elle constitue un levier puissant et durable pour faire avancer le pays sur des terrains très divers, tout en cimentent la so-

ciété. Elle symbolise la grandeur des Etats Unis qui – pour le dire avec les mots de l'entrepreneur-philanthrope Andrew Carnegie du 19ième siècle – défend "the freedom to get rich and the duty to give it away". Aussi longtemps que les Etats Unis continueront à cultiver ce cycle, ils auront plusieurs longueurs d'avance sur les autres et le plus de chance de sortir de cette crise en premier.

Marc De Vos

Professeur UGent et directeur de l'Initera Institute

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables